

Le technocentre de Fessenheim ranime les vieux antagonismes

Opposants et partisans du projet d'usine de recyclage de métaux radioactifs ont assisté lundi soir 14 octobre à la réunion d'ouverture du débat public organisé à l'initiative d'EDF. Trois heures d'échanges intenses, très animés, devant un public nombreux.

Plus de quatre ans après l'arrêt définitif de la centrale nucléaire de Fessenheim, la première réunion organisée par la Commission nationale du débat public (CNDP) pour expliquer le projet de technocentre avait des airs de retrouvailles, lundi soir.

Devant la petite salle communale de L'Escale, les militants des associations antinucléaires - Stop Fessenheim, le CSFR (Comité pour la sauvegarde de Fessenheim et la plaine du Rhin), Alsace Nature, les Allemands de la Mannwache... - s'étaient donné rendez-vous une heure avant le coup d'envoi, pour manifester, faire un peu de bruit et dire d'avance aux médias tout le mal qu'ils pensent de ce projet « fou » d'usine de recyclage de métaux (très faiblement) radioactifs, qu'EDF aimerait implanter à côté de la centrale à démanteler.

« Tout est décidé à l'avance »

« Tout est décidé à l'avance, on nous prend pour des imbéciles », soulignait Rémi Verdet, de



Rémi Verdet, de l'association Stop transports-Halte au nucléaire, contestant la crédibilité du débat organisé autour du projet de technocentre, à l'ouverture de la première réunion publique, lundi soir à Fessenheim. Photo Jean-François Badias

l'association Stop transports-Halte au nucléaire, quelques minutes avant de brandir une pancarte sur le même thème, dans le petit amphithéâtre, en préambule de la réunion publique, provoquant les huées d'une partie de l'assistance.

Aux prises de paroles - souvent expertes - et salves d'applaudissements successives, opposants et partisans - notamment d'anciens salariés de la centrale - se montreront plutôt bien répartis dans la salle. Parmi les quelque 150 personnes présentes - une vingtaine d'autres resteront bloquées dans le hall d'entrée et une centaine seront

recensées sur internet, la soirée étant retransmise en direct sur YouTube -, beaucoup étaient visiblement venues avec des idées déjà bien arrêtées.

Cette première réunion avait cependant pour but de permettre à EDF de présenter son projet. Laurent Jarry, directeur de la centrale de Fessenheim, et Jérôme Bayerel, directeur du projet de technocentre, ont déroulé sans trop rentrer dans les détails, d'autres rendez-vous étant prévus pour creuser certains thèmes avant le 7 février, échéance de ce débat public. D'ici là, des questions resteront visiblement sans réponse, com-

me l'impact environnemental exact ou la possibilité de combiner le ferroviaire et la route pour le transport des métaux.

Lundi soir, le porteur de projet a reçu le soutien, en visio, du sous-directeur de l'industrie nucléaire au ministère de l'Industrie, qui a souligné un « enjeu élevé », et, en présentiel, d'un représentant d'Orano (ex-Areva), qui a confirmé « l'intérêt » de l'entreprise pour le technocentre, dont elle serait « un gros client ».

Voix discordantes

Seul opposant invité à s'expli-

Divergences d'élus

Le technocentre, c'est un projet « important pour le territoire », a souligné lundi soir Claude Brender, le maire de Fessenheim, rappelant le besoin de réindustrialisation, les emplois perdus du fait de l'arrêt définitif de la centrale nucléaire. « Il faut faire venir de nouveaux actifs », a renchéri Gérard Hug, président de la communauté de communes du Pays de Brisach, qui appelle ce projet de ses « vœux ». « J'essaie d'avoir une vision positive. Il faudra bien s'occuper de nos déchets à un mo-

ment donné, envisager une alternative au stockage. »

Tout en rappelant « l'aberration économique et écologique » qu'a constituée la fermeture de la centrale, Christian Zimmermann, conseiller régional RN, a, au contraire, exprimé ses « plus grandes réserves » face au projet, qu'il a comparé à Stocamine, et à Bonfol, à la frontière du Jura suisse, longtemps déversoir de la chimie bâloise. « L'Alsace n'a pas vocation à être une poubelle de l'industrie européenne ! »

mer à la tribune, André Hatz, président de Stop Fessenheim, a tenté de condenser, dans les quelques minutes imparties, un maximum des arguments développés depuis plusieurs années contre le technocentre, « un système organisé conduisant à une dissémination irréversible, un projet flou et risqué, dangereux pour notre santé, notre eau, notre air... ».

À côté de ce militant historique du combat alsacien contre l'atome, Myrto Tripathi, présidente de l'association Les Voix du nucléaire, a évoqué au contraire « une chance » pour l'environnement, l'économie, le parc nucléaire français et la transition énergétique, « sans danger, ni démontré, ni démontrable ». Applaudissements

d'un côté, tollé de l'autre.

Déséquilibre des intervenants ? Manque d'expertise critique ? « Toutes les associations pourront prendre la parole » dans les prochaines semaines, promet Jean-Louis Laure, président de la commission particulière chargée du débat. Réfutant « une communication ciblée », Marc Papinutti, président de la CNDP, rappelle que ce débat ne fait que commencer : « Nous ferons une analyse intermédiaire dans deux mois, il restera encore deux mois derrière. »

● **Olivier Brégeard**

Prochain rendez-vous ce jeudi 17 octobre de 19 h à 21 h avec un webinaire sur le processus décisionnel. Inscriptions sur www.debatpublic.fr.